

Résultats d'une simulation : quelle serait l'incidence d'un recul des prix immobiliers résidentiels sur la situation financière des ménages au Québec?

Après plusieurs années de fortes hausses, les prix des propriétés se stabilisent dans la province. Cette période d'accalmie, qui était souhaitable afin d'assainir les bases du marché résidentiel, est nettement préférable à une baisse généralisée des prix. Bien qu'une stagnation de l'ensemble des prix se profile en 2014, il semble opportun d'évaluer les répercussions que pourrait avoir une dégringolade de la valeur des résidences sur la santé financière des ménages. Même si une chute du prix moyen paraît peu probable dans le contexte économique actuel, les conséquences d'un tel choc sur la situation des ménages au Québec méritent d'être évaluées à l'aide d'une simulation. La dépréciation de la valeur des actifs immobiliers affecterait le bilan financier des emprunteurs. Cela pourrait entraîner certains ménages dans une situation délicate sans toutefois provoquer des effets dévastateurs à large échelle.

LE QUÉBEC N'EST PAS À L'ABRI

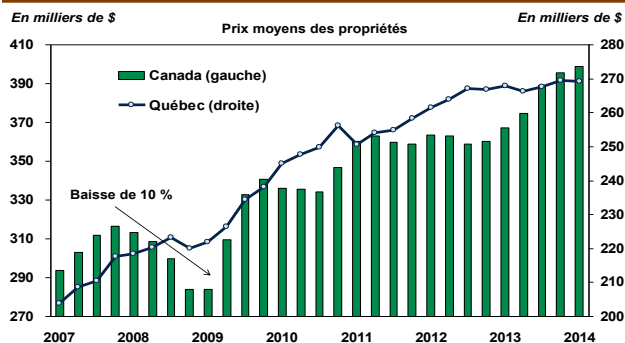
Par le passé, le prix moyen des propriétés au Québec a subi de moins grandes fluctuations qu'au Canada ou aux États-Unis. Par exemple, lors de la récession de 2008-2009, une correction d'environ 10 % a touché le marché immobilier canadien, alors que les prix ont à peine fléchi au Québec (graphique 1). Les secousses ont alors été ressenties en Ontario et dans l'Ouest du pays. Aux États-Unis, le plongeon a excédé 30 % du sommet du cycle en 2006 jusqu'au creux atteint au début de 2012. Le marché américain a depuis regagné plus de 20 % de sa valeur. Même si les prix ont été plus stables qu'ailleurs en Amérique du Nord pendant cette période, le Québec n'est pas à l'abri d'une

correction pour autant. Le cycle immobilier résidentiel de la province évolue essentiellement selon sa propre dynamique comme en témoigne l'évolution récente des prix. Une période de stabilisation caractérise les derniers trimestres alors que l'ascension continue au Canada et que le rattrapage se poursuit aux États-Unis. À partir du moment où les prix stagnent, il n'y a plus qu'un pas à franchir avant que ceux-ci diminuent.

ÉPISODES PASSÉS DE BAISES GÉNÉRALISÉES

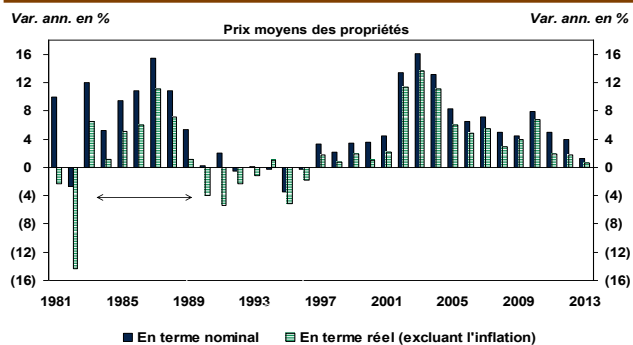
Deux périodes de diminution globale des prix sont survenues au Québec depuis le début des années 1980 (graphique 2). Celles-ci ont coïncidé avec deux récessions

Graphique 1 – La correction des prix a touché le Canada pendant la dernière récession, mais peu le Québec



Sources : Association canadienne de l'immobilier et Desjardins, Études économiques

Graphique 2 – Au Québec, les deux épisodes de baisses de prix sont survenus pendant une sévère récession



Sources : Association canadienne de l'immobilier, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Yves St-Maurice
Directeur principal et économiste en chef adjoint

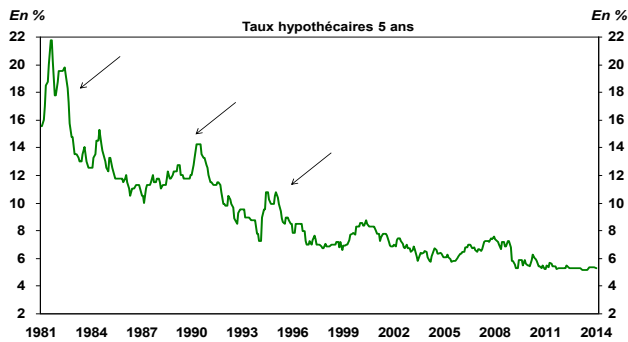
418-835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Hélène Bégin
Économiste principale

Danny Bélanger
Économiste senior

très sévères qui ont fait chuter la demande d'habitations. Pendant ces deux périodes de contractions, les mises à pied massives et la remontée soudaine des taux hypothécaires (graphique 3) ont refroidi les acheteurs alors qu'un niveau de construction démesuré avait précédé la correction. Avec ces bouleversements, le prix moyen des propriétés a chuté au début des années 1980. Comme le taux d'inflation annuel avoisinait 10 % à ce moment, le recul des prix en termes réels a pratiquement atteint 15 % en 1982. Une baisse moins brusque a caractérisé le début des années 1990, mais celle-ci s'est étirée sur plusieurs années. La période de récession, puis la remontée abrupte des taux hypothécaires en 1995, a prolongé le marasme du secteur résidentiel. Par le passé, des conditions économiques très difficiles ont entraîné une dépréciation des propriétés au Québec.

Graphique 3 – Les périodes de reculs des prix résidentiels ont coïncidé avec des taux hypothécaires élevés



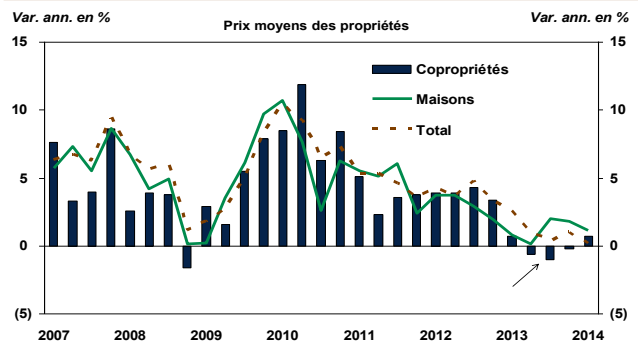
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le contexte actuel est nettement plus favorable qu'à l'époque. Cette fois-ci, le marché du travail n'est pas très menaçant et les taux d'intérêt sont appelés à rester faibles encore un bon moment. Néanmoins, un recul généralisé des prix ne peut être complètement exclu. L'ascension des années 2000 a rendu les propriétés hors de portée pour bien des jeunes ménages, ce qui a déjà affaibli la demande. Même l'achat d'un appartement en copropriété, dont le coût est souvent inférieur à celui d'une maison, est devenu difficile pour plusieurs d'entre eux. D'ailleurs, le déséquilibre du marché de la copropriété se traduit déjà par une légère baisse de prix. Même si cela n'est pas suffisant pour provoquer une correction généralisée au Québec, un ajustement pourrait aussi toucher les maisons unifamiliales. Les prix élevés de celles-ci pourraient réduire davantage la demande. Un recul global des prix n'est pas prévu à court terme au Québec. Il faut toutefois se pencher sur cette possibilité, surtout qu'un segment de marché affiche déjà une baisse.

COPROPRIÉTÉS : REcul DES PRIX DÉJÀ EN COURS

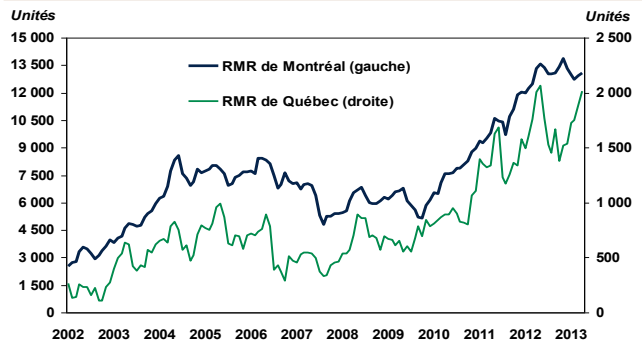
Les prix des copropriétés de la province ont amorcé un léger repli en 2013 (graphique 4), notamment en raison de la construction trop abondante des dernières années (graphique 5). La demande s'est aussi affaiblie brusquement depuis l'été 2012 lorsque la période d'amortissement maximale a été réduite de 30 ans à 25 ans. Rappelons que le gouvernement fédéral a resserré les règles hypothécaires à quatre reprises depuis 2008. L'augmentation de l'offre de copropriétés à vendre a aussi entraîné une situation de surplus, exerçant une pression baissière sur les prix. Étant donné que l'ampleur du déséquilibre est moindre que dans les années 1990 (graphique 6 à la page 3) et que les mises en chantier de copropriétés ont fléchi abruptement l'an passé, la diminution des prix devrait être limitée entre 5 % et 10 % en 2014.

Graphique 4 – Les prix des copropriétés ont déjà commencé à fléchir alors que celui des maisons demeure à la hausse



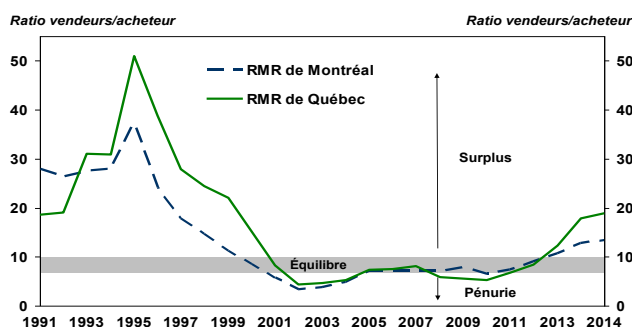
Sources : Fédération des chambres immobilières du Québec par le système Centris® et Desjardins, Études économiques

Graphique 5 – Le nombre de copropriétés en construction est très élevé



Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

Lors de la récession de 2008-2009, les prix de ce type d'habitation avaient brièvement fléchi, sans que cela entraîne un recul pour tout le secteur résidentiel. Le marché des copropriétés s'avère habituellement plus sensible aux aléas de la conjoncture économique que celui des maisons. Il est également plus vulnérable à des excès de construction. La

Graphique 6 – Le marché de la vente de copropriétés est loin d'être en surplus comme dans les années 1990


Sources : Fédération des Chambres immobilières du Québec par le système Centris[®], Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

plupart des projets comptent habituellement plusieurs centaines d'unités, dont une bonne partie n'est pas nécessairement vendue au démarrage du chantier, ce qui peut rapidement provoquer une situation de surplus si les acheteurs ne sont pas au rendez-vous. Au Québec, environ 85 % des propriétaires de résidences habitent une maison unifamiliale, jumelée et en rangée alors que 15 % ont opté pour la copropriété¹. En principe, un recul des prix pour ce type d'habitation ne sera pas suffisant pour provoquer une correction de l'ensemble du marché résidentiel. Le prix moyen de l'ensemble des résidences devrait se maintenir cette année puisque celui des maisons demeurera légèrement à la hausse, ce qui compensera le repli touchant la copropriété.

Même si nos prévisions tablent sur une stabilité en 2014, une simulation a été effectuée afin d'évaluer les impacts potentiels d'une baisse généralisée des prix sur la situation financière des ménages au Québec. Dans le cas où le marché immobilier résidentiel subirait une chute de prix, quel serait l'impact sur la valeur des dettes et des actifs des Québécois? Quelle proportion d'entre eux se retrouverait dans une situation inconfortable?

LA CAPACITÉ DE REMBOURSER RESTE LA MÊME

A priori, une diminution du prix des propriétés n'affecte pas la capacité des ménages à rembourser leur prêt hypothécaire. Celle-ci repose plutôt sur les revenus de travail et la variation des taux d'intérêt. Peu importe les fluctuations de prix, le paiement mensuel est établi en fonction de l'hypothèque de départ et des versements effectués par la suite. Contrairement à une détérioration importante du marché du travail ou une remontée abrupte des taux d'intérêt qui peuvent affecter directement la capacité financière des ménages à rembourser leur emprunt, une baisse de prix des propriétés touche uniquement la valeur des actifs. Les ratios habituels qui visent à déterminer la capacité des ménages à rencontrer leurs obligations financières telles que le ratio du

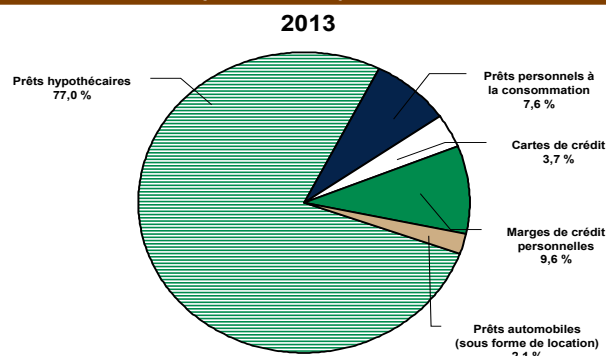
¹ Selon le registre d'évaluation foncière des Affaires municipales, Régions et de l'Occupation du territoire du gouvernement du Québec.

service de la dette (RSD)² ne seraient donc pas affectés par une dépréciation du marché immobilier.

Par contre, un autre indicateur de la situation financière des ménages en subirait les contrecoups. Il s'agit du ratio dette/actif (RDA) qui permet de déterminer dans quelle mesure les ménages ont assez d'actifs (financiers, immobiliers ou autres) pour couvrir leurs emprunts. Selon Statistique Canada, « Le ratio dette/actif met en parallèle la valeur de l'endettement du ménage et celle de ses avoirs. Un ratio élevé pourrait indiquer que l'actif ne suffit pas à la prise en charge de la dette. De plus, si la valeur de l'actif venait à diminuer en raison des fluctuations du marché, ce ratio augmenterait ». Or, si le prix moyen résidentiel chutait brusquement, c'est exactement ce qui se produirait pour les propriétaires qui subirait une perte en capital en vendant leur résidence.

SITUATION FINANCIÈRE ACTUELLE DES MÉNAGES

Le portrait complet de la situation financière des ménages endettés³ du Québec doit d'abord être établi afin de connaître la composition de leurs dettes et de leurs actifs. Les prêts hypothécaires constituent le principal emprunt des ménages propriétaires (graphique 7). Ensuite, par ordre d'importance, il y a les marges de crédit personnelles ainsi que les prêts à la consommation (incluant les prêts conventionnels pour les véhicules routiers), puis le solde des cartes de crédit et les prêts automobiles sous forme de location. Du côté des actifs, il y a les actifs financiers (compte d'épargne et divers types de placements⁴) et les actifs non financiers tels que les

Graphique 7 – Répartition des dettes des ménages : les prêts hypothécaires jouent un rôle clé


Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

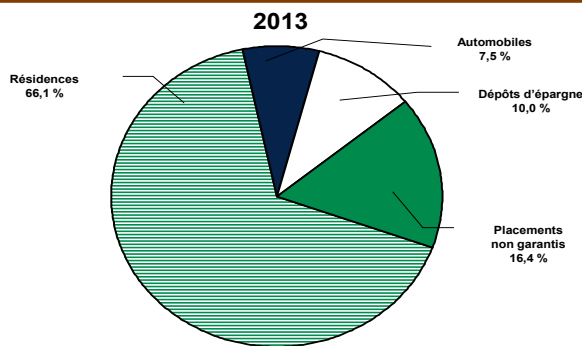
² Poids des paiements mensuels de tous les types de dettes (capital et intérêts) par rapport au revenu brut.

³ Selon l'enquête d'Ipsos Reid, environ 30 % des ménages québécois n'ont aucun type de dettes. Il s'agit en général de gens qui sont avancés dans leur cycle de vie. Bien des propriétaires ont alors complètement remboursé leur hypothèque. La présente analyse se concentre uniquement sur les ménages endettés.

⁴ Obligations et autres types de placement garantis, certificats de placement garanti, fonds mutuels et actions. Les actifs détenus par le biais d'un fonds de pension n'ont pas été pris en considération, car ce type d'avoir n'est pas liquide pour l'acquittement des dettes pendant la vie active d'un employé.

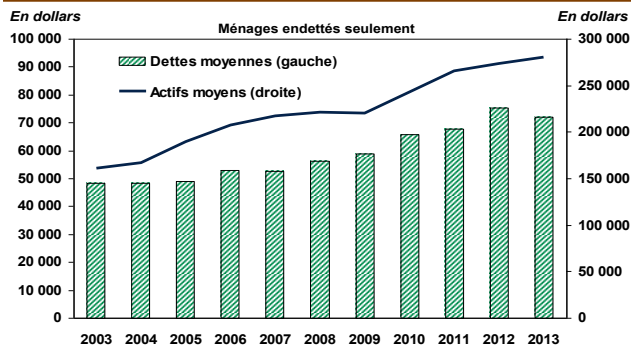
résidences et les automobiles. Pour bien des ménages propriétaires, l'actif immobilier constitue souvent l'élément le plus important du patrimoine non financier (graphique 8). Depuis une dizaine d'années, la valeur des actifs des ménages endettés a progressé à peu près au même rythme que les dettes (graphique 9). L'ascension du prix des résidences a joué un rôle important dans les deux cas : les dettes hypothécaires ont augmenté tout comme la valeur des actifs immobiliers. Par conséquent, le ratio dette/actif des ménages est demeuré assez stable.

Graphique 8 – La composition de l'actif des ménages endettés est dominée par l'immobilier



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

Graphique 9 – Les dettes des ménages québécois ont progressé presque au même rythme que leurs actifs



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

De plus, la répartition des ménages selon leur degré de vulnérabilité a peu évolué depuis une dizaine d'années. Malgré les hausses de prix des résidences qui ont gonflé l'endettement hypothécaire, la proportion des ménages qui risque de rencontrer des difficultés financières est restée pratiquement la même au fil des ans. Selon Statistique Canada⁵, si le ratio dette/actif (RDA) d'un ménage est inférieur à 0,8, celui-ci se trouve dans une zone de confort puisque ses dettes sont équivalentes à moins de 80 % de ses actifs totaux. À l'inverse, un ratio supérieur à 0,8 est considéré élevé et

⁵ MATT, Hurst, « Endettement et types de familles au Canada », Statistique Canada, Tendances sociales canadiennes, catalogue no 11-008-X, 21 avril 2011.

caractérise les ménages dans la zone d'inconfort financier. Dans ce cas, si jamais les actifs doivent être liquidés, par exemple la propriété résidentielle, le montant de la vente risque d'être insuffisant pour rembourser les dettes. Bien que ces ménages n'éprouvent pas tous des difficultés, ceux qui se retrouvent en situation d'insolvabilité ont en général deux fois plus de dettes que d'actifs selon le Bureau du surintendant des faillites. En 2013, selon la banque de données d'Ipsos Reid, 85 % des Québécois endettés se trouvaient en situation de sécurité financière comparativement à 15 % dans une position pouvant être problématique. Dans le cas où le marché immobilier résidentiel subirait une chute de prix, quel serait l'impact sur la valeur des dettes et des actifs des ménages au Québec? Quelle proportion se retrouverait dans une situation inconfortable?

POINT DE DÉPART POUR LA SIMULATION

Depuis quelques années, plusieurs analyses des études économiques de Desjardins⁶ ont été publiées concernant l'évolution détaillée du bilan financier des ménages québécois grâce aux micro-données d'Ipsos Reid disponibles depuis le début des années 2000. Cette fois-ci, à partir de la mise à jour de 2013, des projections ont été effectuées avec une hypothèse de chute du prix moyen des propriétés. L'enquête *Canadian Financial Monitor* d'Ipsos Reid, qui collige des données par province, constitue donc le point de départ pour la simulation. Cela permet de déterminer l'impact possible sur le ratio dette/actif et ainsi d'évaluer les changements de la situation financière des ménages endettés. **L'hypothèse d'un recul de 15 % du prix moyen des propriétés en 2014 est nettement plus négative que notre scénario de prévisions qui mise plutôt sur une stabilité cette année.** En réalité, le recul du prix moyen des copropriétés est déjà amorcé alors que celui des maisons continue d'augmenter lentement. L'hypothèse retenue d'un plongeon important des prix immobiliers résidentiels toucherait donc davantage les copropriétés, mais n'épargnerait pas les autres types d'habitations.

L'hypothèse qu'une lente remontée s'amorcerait en 2015 a aussi été retenue. **Selon ces paramètres, l'ampleur et la**

⁶ À quel point les ménages québécois sont-ils vulnérables à une hausse de taux d'intérêt?, 2 novembre 2010. http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pv1102.pdf

Le point sur la situation financière des ménages au Québec – Au-delà des dettes, il faut aussi considérer les actifs des ménages, 17 juin 2011. http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pv1106.pdf

Situation financière des ménages au Québec – La fragilité dépend largement du profil de l'emprunteur, 27 octobre 2011. http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pv11027.pdf

Mise à jour : situation financière des ménages québécois, 3 décembre 2012. http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pv121203.pdf

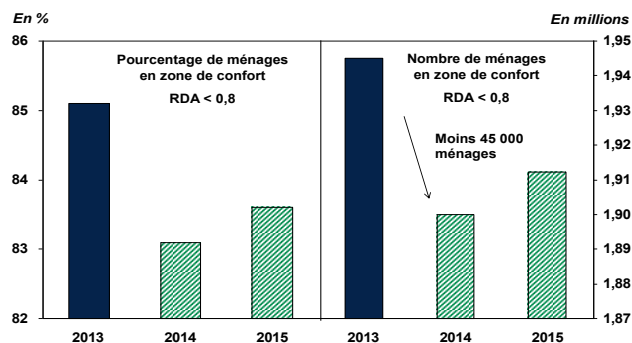
durée de la baisse des prix seraient ainsi semblables à celles du début des années 1980. Même si un tel choc est peu probable dans le contexte économique actuel, il importe de connaître les répercussions financières que cela pourrait avoir sur les ménages endettés. Malheureusement, la non-disponibilité des statistiques sur les dettes et les actifs pour les décennies 1980 et 1990 empêche de comparer les résultats avec cette période ponctuée de reculs des prix.

Afin d'évaluer les conséquences possibles d'une diminution fictive des prix des résidences pour les ménages propriétaires, la valeur des actifs immobiliers pour chacun d'eux a été réduite de 15 % en 2014, comparativement aux données de référence de 2013. Aucune modification n'a été apportée à la valeur des dettes des ménages pour la simulation puisque les dettes hypothécaires contractées lors de l'acquisition d'une propriété demeurent habituellement inchangées à la suite d'une baisse de valeur. L'emprunteur doit tout simplement rembourser le montant établi au départ avec l'institution financière. Advenant une baisse de prix, le niveau des dettes des ménages resterait le même alors que la valeur des actifs diminuerait, du moins en principe. En réalité, une véritable perte de valeur peut survenir seulement si la résidence est vendue pendant la période de dépréciation. La simulation permet toutefois de mesurer l'impact potentiel pour tous les ménages propriétaires. Le ratio dette/actif a donc été projeté pour chacun d'entre eux en fonction des paramètres de simulation. Cela permet d'établir un classement des ménages endettés selon leur zone de fragilité financière et d'évaluer l'importance de ceux qui pourraient se retrouver dans une situation difficile.

PLUS DE MÉNAGES DANS LA ZONE D'INCONFORT FINANCIER

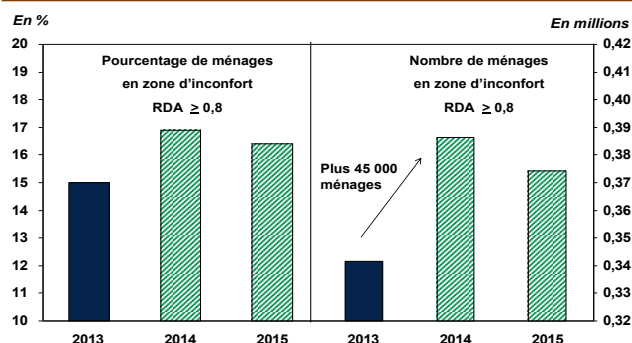
Selon les données de l'enquête Ipsos Reid, environ 85 % des ménages se situait dans la zone de confort en 2013. Selon les hypothèses décrites ci-haut, cette part fléchirait de 2 % en 2014. Même si la variation en pourcentage semble faible, les résultats sont bien différents lorsqu'on analyse le nombre de ménages (graphique 10). De 2013 à 2014, c'est environ 45 000 ménages québécois qui quitteraient la zone sécuritaire pour se retrouver dans la zone d'inconfort (graphique 11). Ceux-ci n'éprouveraient pas nécessairement tous des difficultés financières : seuls ceux qui vendraient leur résidence pendant cette période pourraient encaisser une perte en capital. La simulation permet donc d'estimer le nombre de ménages potentiellement à risque. Au-delà de la répartition des ménages d'après le ratio dette/actif, il y a d'autres éléments à considérer. En réalité, les effets négatifs d'une dépréciation des actifs immobiliers sur le bilan financier des ménages ne seraient pas automatiques (voir encadré page 6). Même si la simulation du ratio dette/actif constitue

Graphique 10 – Importance des ménages endettés en zone de confort d'après la simulation à partir de 2014



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

Graphique 11 – Importance des ménages endettés en zone d'inconfort d'après la simulation à partir de 2014



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

un bon baromètre, seule la décision de vendre la propriété, et, s'il y a lieu, la perte de valeur encaissée affecteraient concrètement la situation financière des ménages.

CONCLUSION

À partir du moment où les prix fléchissent dans un segment de marché, comme c'est actuellement le cas pour les copropriétés au Québec, et que ceux de tous les types d'habitations confondus se stabilisent, la possibilité d'une diminution généralisée des prix augmente. Cela se répercuterait sur la valeur des actifs immobiliers, sans toutefois affecter les dettes déjà contractées lors de l'achat de la résidence. Comme celle-ci représente habituellement le principal avoir des ménages, le bilan financier de plusieurs d'entre eux pourrait être ainsi débalancé.

Le ratio dette/actif des ménages propriétaires augmenterait temporairement, mais pas suffisamment pour déclencher le cataclysme que certains appréhendent. Les calculs effectués à l'aide de micro-données sur les finances des Québécois permettent d'évaluer l'importance des ménages dont le ratio dette/actif basculerait vers une zone à risque, advenant une baisse fictive du prix moyen des propriétés.



ENCADRÉ

LA MÉCANIQUE D'UNE BAISSÉ DE PRIX

Que se passerait-il vraiment si les prix des résidences chutaient de 15 % en 2014? Fait important : tous les propriétaires n'encaisseraient pas nécessairement une diminution de valeur. Plusieurs d'entre eux ont largement profité de l'ascension spectaculaire des années 2000 et même avec un tel repli, la valeur marchande de leur propriété resterait supérieure au prix payé lors de l'achat. Même avec une telle baisse, le niveau moyen des prix rejoindrait alors celui qui prévalait en 2009, c'est-à-dire il y a cinq ans. Par contre, pour ceux qui ont acheté pendant les années suivantes, donc à compter de 2010, une baisse de valeur pourrait toucher leur actif immobilier. Pour la plupart, il s'agirait d'une dépréciation sur papier qui se matérialiserait uniquement en cas de vente de la propriété. Tout comme les investissements boursiers, dont le cours des actions diminue, une perte en capital n'est véritablement réalisée que lors de la vente des titres.

Les propriétaires qui conserveraient leur résidence pendant la période de repli n'encaisseraient pas de véritable perte et ceux-ci pourraient même profiter de la prochaine vague de hausses de prix. À l'inverse, ceux qui seraient dans l'obligation de vendre, pour des motifs imprévus comme une séparation, une perte d'emploi ou un déménagement dans une autre localité, subiraient de plein fouet la chute de valeur. Pour certains, le prix obtenu lors de la vente pourrait s'avérer inférieur au prix d'achat. Dans le cas où le montant de la vente serait insuffisant pour rembourser le prêt hypothécaire encore en vigueur à ce moment, l'emprunteur risquerait alors se retrouver en difficulté financière. Ceux dont le poids des autres types de dettes est déjà très lourd pourraient même être incapables de tenir le coup.

Ceux qui misaient sur l'augmentation de la valeur de leur résidence afin de dégager une plus grande marge de manœuvre financière lors d'un refinancement de leur propriété pourraient aussi se retrouver dans une fâcheuse position.

RÉSUMÉ - LES PROPRIÉTAIRES À RISQUE

- Diminution de la valeur par rapport au prix d'achat
- Et aussi :
- Vente de la propriété advenant une baisse de valeur
 - Prix de vente < prix d'achat
 - Prêt hypothécaire > prix de vente
 - Poids élevé des dettes à la consommation

Selon les résultats de la simulation, qui permet d'évaluer les impacts potentiels d'une chute de 15 % des prix immobiliers résidentiels en 2014, c'est environ 45 000 ménages québécois qui quitteraient la zone sécuritaire pour se retrouver dans une situation plus inquiétante. De ce nombre potentiellement à risque, certains n'en subiraient pas les contrecoups tandis que d'autres encaisseraient de plein fouet cette baisse de valeur de leur principal actif.

Dans les faits, une dépréciation des actifs immobiliers n'affecterait pas le bilan financier de tous les propriétaires. Seuls ceux qui vendraient leur résidence en deçà du prix payé lors de l'achat pourraient se retrouver en difficulté. Dans le cas où le prêt hypothécaire encore en vigueur à ce moment s'avérerait plus élevé que le prix de vente de la propriété, le risque d'insolvabilité serait alors important. Malgré certaines craintes concernant la possibilité d'une baisse généralisée des prix immobiliers résidentiels au Québec, ce choc, à lui seul, ne serait pas suffisant pour provoquer une détérioration importante de la situation financière des ménages. Par le passé, l'augmentation des défauts de paiement hypothécaire ou encore des faillites personnelles sont survenues à la suite d'une remontée abrupte des taux d'intérêt et d'une détérioration importante du marché du travail. Contrairement à une dépréciation de la valeur des actifs, ces deux éléments affectent directement la capacité financière des ménages à rembourser leurs prêts.

Bien qu'une chute du prix moyen des maisons n'arrive rarement seule, notre simulation permet d'isoler l'impact d'une telle éventualité. Cela pourrait être possible cette fois-ci puisque l'environnement économique est relativement stable et que le déséquilibre temporaire du marché de l'habitation pourrait finir par entraîner une baisse généralisée des prix résidentiels. **Dans ce cas, les conséquences ne seraient pas désastreuses pour l'ensemble des ménages québécois, mais certains pourraient se retrouver dans une fâcheuse position.**

Cependant, il ne faut pas négliger les effets indirects que pourraient avoir une chute des prix des résidences sur les dépenses de consommation. La confiance de tous les propriétaires, qu'ils procèdent ou non à la vente, serait assurément ébranlée ce qui les inciterait à la prudence dans leurs achats. Même si la simulation du ratio dette/actif ne peut tenir compte de cet élément, il est certain que les répercussions seraient plus larges et qu'elles toucheraient l'ensemble des consommateurs. Le sentiment de perte de richesse affecterait ainsi les dépenses de l'ensemble des ménages, ce qui freinerait la croissance économique du Québec.

Hélène Bégin
Économiste principale